



## REMISE DU LIVRE BLANC :

### Présence du gouvernement pour la photo, mais absence de décision...

Le 5 décembre dernier, nombre de ministres se sont déplacé.e.s lors de la remise du Livre blanc commandé par le gouvernement au Haut conseil du travail social (HCTS) : Mme Aurore Bergé, ministre des Solidarités et des familles, Mme Caubel, secrétaire d'État à l'enfance, Mme Fadila Khattabi, ministre déléguée chargée des personnes handicapées, M. Dussopt, ministre du Travail et M. Guérini, ministre de la Transformation et de la Fonction publique. Le secteur social est en crise, a souligné le Président du HCTS, « *crise d'attractivité et crise de sens* », qui dit avoir entendu « *la colère sourde ou vive qui anime les professionnel.le.s de terrain* ».

La présence gouvernementale en force des différents ministères et secrétariats d'Etat témoigne, enfin, d'une considération attendue par les professionnel.le.s concernant leur secteur d'intervention... Mais que nenni, pas de propositions concrètes par rapport aux besoins du secteur, pas de perspectives... Seule une annonce résonne : la mise en place d'un hypothétique Institut du travail social, seule et unique réponse au mal-être généralisé, comme si la solution se trouvait dans une énième strate d'échanges et de réflexion.

Le gouvernement convient de la faiblesse des salaires et renvoie la responsabilité aux syndicats employeurs et salariaux, évitant soigneusement d'interroger sa responsabilité, puisque les rémunérations relèvent de financements publics encadrés par Bercy. Les exclu.e.s du Ségur / Laforcade peuvent se serrer la ceinture. Les négociations dans le cadre d'une nouvelle CCUE vont prendre plusieurs années ! C'est pourquoi la CGT demande les 183 euros tout de suite et pour tou.te.s.

**👉 Sans engagements financiers précis, le gouvernement bloque tout et fait la sourde oreille, se moquant une fois de plus des salarié.e.s et des personnes accompagnées !**

Il convient de la précarité des personnels, de la perte de sens, du désarroi, et pourtant...

➔ **Rien sur la revalorisation des salaires, un facteur indispensable pour résoudre les problèmes de recrutement et de stabilité des personnels, majoritairement féminins, une fois de plus maintenus en situation de précarité. En effet, nombre d'entre elles font partie des travailleurs pauvres, notamment celles possédant un diplôme de niveau 3 européen, tel qu'accompagnant éducatif et social - intervenant à domicile ou en institution, dont l'école. Les travaux du CNLE et le rapport sur les métiers du soin et du lien de 2023 montrent que 88.5 % des personnels attendent des revalorisations salariales à hauteur de 25 à 50%.**

➔ **Un éducateur spécialisé commence à quelques dizaines d'euros de plus que le SMIC après 3 ans d'études. Et que dire des professionnel.le.s des services généraux et administratifs qui restent toute leur carrière au SMIC, voire en-dessous ? Rien sur le sens au travail, où il est question d'accompagner les professionnel.le.s uniquement lorsque « des drames humains surviennent ».**



Retrouvez toute l'actualité fédérale sur [www.sante.cgt.fr](http://www.sante.cgt.fr)

**Alors que les alertes sont quotidiennes : enfants laissés dans une famille maltraitante, jeunes à la rue, désarroi des professionnel.le.s submergé.e.s de travail, flexibilisé.e.s à outrance sans solution concernant l'accompagnement... La souffrance, lot quotidien, s'inscrit dans le temps, souvent faute de moyens !**

➔ **Rien pour garantir un temps de travail centré sur l'accompagnement et non pas embolisé par les tâches administratives, nuisant à la cohérence des missions du travail social,**

➔ **Et là, pas d'engagement pour des dotations suffisantes pour les établissements sociaux et médico-sociaux afin de répondre aux besoins de la population...**

**👉 Au-delà des réponses qui devraient être apportées aux préconisations du Livre blanc, l'UFAS CGT dénonce l'ensemble des politiques publiques et dispositifs actuels, autoritaires et liberticides.**

De fait ils interrogent la solidarité nationale et le travail des professionnel.le.s, telle la loi plein emploi qui oblige les allocataires du RSA à 15 heures d'activité sous peine de sanction pécuniaire. Ils prônent aussi la société inclusive, qui n'en a que le nom,

dans son application par l'absence des moyens afférents, ce qui laisse de côté nombre de personnes handicapées. Et que dire du projet de loi immigration, qui, s'il était voté, aurait un impact certain sur le lien social et la cohésion de notre société, jetant l'opprobre sur certains groupes sociaux déjà en difficulté en termes d'accès aux droits. Et que dire des dispositifs actuels, notamment dans le privé lucratif, qui montrent les limites de l'accompagnement soumis au diktat des bénéfiques, que ce soit dans le secteur des personnes âgées ou de la petite enfance...

Et comme si cela ne suffisait pas, dans cette période de culpabilisation du pauvre et de l'exclu, Mme Aurore Bergé annonce des TIG (travail d'intérêt général) pour les parents dits défaillants. Comment peut-on dire vouloir travailler à la parentalité et prévoir cela ? C'est une aberration.

**👉 Attention : les laissé-e-s pour compte, personnes accompagnées comme professionnel-le-s, ressentent de la colère face à ce mépris, ce qui est loin d'augurer un avenir sans heurts !**

### **Bulletin de contact et de syndicalisation**

*Je souhaite prendre contact et/ou adhérer à la CGT.*

Nom : ..... Prénom : .....

Adresse : .....

Code Postal : ..... Ville : .....

E-mail : .....



**ENSEMBLE, NOUS SOMMES PLUS FORTS !**



Retrouvez toute l'actualité fédérale sur [www.sante.cgt.fr](http://www.sante.cgt.fr)